

LA ROUMANIE S'ECARTE DU C.O.M.E.C.O.N.

Le quotidien bourgeois libéral anglais « The Guardian » a publié de longs extraits le 16 juin d'un article de l'hebdomadaire économique roumain « Viata economica » (Vie économique) qui accuse ouvertement la bureaucratie soviétique d'essayer de « démembrer la Roumanie » à travers « les plans économiques supranationaux du C.O.M.E.C.O.N. (Conseil pour l'aide économique mutuelle, organisme désigné pour coordonner les relations et la planification économique parmi les Etats ouvriers européens). La façon dont cet article révèle publiquement le conflit existant entre les bureaucraties soviétique et roumaine ne permet pas de douter que les dirigeants de Bucarest ont l'intention de plaider leur cause devant le peuple roumain contre Khrouchtchev.

Formellement, l'article du « Viata economica » n'est qu'une polémique contre un article de l'économiste soviétique, le professeur Y.B. Valev, paru dans un journal académique soviétique obscur « Le courrier de l'Université de Moscou ». Le professeur Valev proposait l'établissement d'un complexe économique du « bas Danube » dans un secteur traversant les frontières de la Bulgarie, de l'U.R.S.S. et les régions économiques les plus importantes de la Roumanie ; ceci comprendrait le centre pétrolier Ploesti, les aciéries de Galat, les régions agricoles les plus fertiles du Dobrudja, et la capitale Bucarest.

Tout en reconnaissant au professeur Valev « la liberté académique » d'avancer son point de vue, l'article du « Viata economica » exprime son étonnement qu'un journal d'université « s'en fasse l'écho », d'autant plus « qu'il ne tient aucun compte de la souveraineté de la Roumanie et propose le démembrement du territoire et de son économie nationale » ; en d'autres termes, les dirigeants de Roumanie accusent K. d'appuyer les opinions de Valev et de comploter pour le démembrement de la Roumanie avec l'aide de « groupes d'hommes coupés du peuple, dépourvus de sentiments patriotiques et de fidélité au marxisme-léninisme et aux véritables intérêts du camp socialiste ».

A première vue, il semblerait qu'il ne s'agit là que de l'adhésion de la bureaucratie roumaine à un nationalisme économique étroit et de son opposition à une planification internationale progressive, telle qu'elle est proposée par le C.O.M.E.C.O.N. et l'Union Soviétique. Naturellement, les marxistes savent que les forces productives mondiales ont depuis longtemps dépassé les étroites limites du cadre national. L'un des nombreux crimes de Staline et de la bureaucratie soviétique après la deuxième guerre mondiale a été d'étendre la théorie du « socialisme dans un seul pays » à chacun des Etats de l'Europe de l'Est, où le capitalisme avait été renversé par des moyens bureaucratiques et militaires, et d'installer des bureaucraties « nationales », strictement contrôlées par le Kremlin dont la tâche absurde était de construire une économie « socialiste » indépendante. Si l'on doit en croire les apparences, le crime semblerait aujourd'hui se retourner contre son auteur, et Moscou affronterait les conséquences du nationalisme économique dont il s'est rendu coupable en premier lieu en Roumanie.

Naturellement, il y a une part de vérité dans cette interprétation du conflit entre la Roumanie et le Kremlin. Mais elle omet deux faits essentiels de cette affaire. Si les marxistes sont pour une planification internationale et une division du travail parmi les Etats ouvriers, c'est à la seule condition qu'elle reçoive l'approbation des peuples concernés. Les marxistes regrettent toute tentative d'imposer de telles mesures par des méthodes administratives bureaucratiques. Un « complexe économique du Bas-Danube » — s'il est économiquement valable — devrait être dirigé démocratiquement par les habitants de la région elle-même, et non par des technocrates de Moscou ou de Varsovie. La restructuration des Balkans, selon des lignes de « régions économiques » n'est valable que dans le cadre d'une **féderation socialiste des Balkans** qui garantisse les droits de toutes les nationalités y participant, et ne renforce par certains Etats aux dépens de certains autres. Toute tentative d'imposer « une planification supranationale » par des méthodes administratives bureaucratiques, ne peut que provoquer une forte opposition, non seulement parmi les bureaucraties, mais aussi chez les peuples ; cela ne peut que renforcer le nationalisme économique et politique, et lui donner une puissante base populaire.

Ceci est d'autant plus vrai que, pour être acceptable aux travailleurs et aux peuples concernés, la collaboration et la planification économique internationale dans les Etats ouvriers doivent, non seulement être basées sur le consentement

populaire et l'auto-administration, mais aussi sur l'égalité la plus stricte. Comme Lénine l'a si souvent signalé : précisément dans les institutions ou les structures multinationales, le plus léger soupçon d'inégalité, le moindre indice en ce qui concerne les intentions d'une « grande » nation de continuer à en exploiter une « petite », signifie pour l'entreprise, la ruine et l'effondrement inévitables, et justifie toute réaction de la part de la « petite » nation pour rompre les liens qu'on lui avait imposés.

Il est parfaitement évident que, pour la Roumanie, il s'agit précisément d'un tel cas de **relations économiques inégales** entre Etats ouvriers imposées par la bureaucratie soviétique. L'article de **Viata economica** signale entre autre que le « complexe économique du Bas-Danube » recevrait 72 % de son énergie électrique de Roumanie, 21 % de Bulgarie et seulement 7 % de l'Union Soviétique, alors que la consommation ne correspondrait pas du tout à cet apport.

Le plan du « complexe économique du Bas-Danube » n'est qu'une part d'une tentative plus générale de la part de la bureaucratie soviétique d'imposer en Roumanie, des formes de division internationale du travail qui figeraient ce pays dans son cadre agricole d'exportateur de produits alimentaires et de matière brute. Le Vice-Premier Ministre du gouvernement roumain, Alexandre Biarladeanu a dit clairement au cours d'une interview au correspondant allemand A.P. à Bucarest, le 14 juin, qu'il y a des divergences fondamentales entre la ligne du C.O.M.E.C.O.N. dictée par le Kremlin, et le gouvernement roumain.

Les Marxistes savent bien que le commerce international basé sur les prix du marché mondial implique **des échanges inégaux**, l'exploitation des pays économiquement arriérés par les pays avancés. Il y a échange d'une plus grande quantité de travail des premiers contre une moins grande quantité de travail des derniers. Le commerce entre les pays du C.O.M.E.C.O.N. se trouve basé sur les prix du marché mondial. Toute tentative de figer un pays dans ses conditions de producteur de produits de base implique donc une tentative de le soumettre à une exploitation à long terme par ses partenaires commerciaux plus avancés.

Les Yougoslaves se révoltent à juste titre contre de tels plans lorsque Staline tenta de les appliquer ; les Roumains réagissent de même, face à l'entreprise du même genre conduite par Khrouchtchev.

Le gouvernement roumain est très certainement un gouvernement bureaucratique, conservant bien des traits de la période stalinienne. Mais face à l'énorme tâche de résister à la pression politique et économique de la part du Kremlin, y compris la tentative de Khrouchtchev de regrouper une fraction pro-russe à l'intérieur du Parti communiste, il n'a pas d'autre choix que de chercher un appui dans son propre peuple. Ceci explique pourquoi la « déclaration d'indépendance économique » d'avril du P.C. roumain, a été diffusée dans tout le pays à 1 million 500.000 exemplaires. Ceci explique aussi pourquoi le Vice-Premier Biarladeanu déclarait dans son interview que le 23 août (XX^e anniversaire de la libération de la Roumanie), tous les prisonniers politiques du pays seraient libérés.

Khrouchtchev, quant à lui, se trouve devant l'alternative non moins importante de « discipliner » ou « d'apaiser » la bureaucratie roumaine sans la jeter directement dans les bras de Pékin.

Le conflit sino-soviétique a rendu très difficile pour le Kremlin d'imposer sa ligne à n'importe quel parti communiste par des moyens administratifs.

D'autre part, au cas où par leur révolte les Roumains parviendraient à se retirer, Khrouchtchev aurait tout lieu de craindre la désintégration complète du C.O.M.E.C.O.N. Les Hongrois ou les Polonais sont aussi impatients que les Roumains de développer leur commerce avec les pays capitalistes et Khrouchtchev se trouve dans la situation la plus mauvaise qui soit pour reprocher aux Roumains de chercher les « crédits capitalistes » puisque c'est exactement ce qu'il fait lui-même.

La moindre réduction à l'intégration économique réalisée sans le C.O.M.E.C.O.N. n'est certainement pas un progrès. Mais l'histoire n'avance pas de façon rectiligne. La route du supercentralisme bureaucratique de Staline jusqu'à la création d'une fédération internationale véritablement démocratique des pays ouvriers, passe par le renversement des privilèges et du pouvoir bureaucratiques.

Le conflit roumain est symptomatique d'une défiance grandissante à l'égard du pouvoir de la bureaucratie soviétique à la fois à l'intérieur de l'U.R.S.S. et dans sa sphère d'influence. E. GERMAIN.

LA CRISE DU GOUVERNEMENT ITALIEN DE "CENTRE GAUCHE"

par Tullio VENTURI

Les difficultés déjà contenues dans la situation qui avait présidé à la constitution du gouvernement de « Centre gauche » ont surgi au grand jour, tout juste un peu plus de six mois après. L'équilibre interne du gouvernement était progressivement devenu précaire, par suite de la contradiction entre son contenu réformiste et la nécessité objective d'une politique tendant à surmonter les difficultés de la situation économique, politique, qui, par suite de la nature bourgeoise du gouvernement, ne pouvait viser qu'à faire subir aux travailleurs les conséquences de la conjoncture économique défavorable, en comprimant les revenus et la consommation.

L'occasion de la crise fut fournie par le vote au Parlement sur le chapitre 88 du budget de l'Education nationale, qui prévoyait une subvention de 149 millions de lires aux écoles privées (catholiques, dans leur grande majorité). Ce chapitre fut rejeté par un vote, où se divisa la majorité gouvernementale, les DC (Parti démocrate chrétien, parti de la Haute Finance) étant seuls à voter pour, cependant que les trois autres partis gouvernementaux, le PSI (Parti socialiste de Nenni), le PSDI (Parti social-démocrate de Saragat), et le PRI (Parti républicain, parti petit-bourgeois de peu d'importance) s'abstenaient. Le Parti communiste, le PSIUP (le nouveau parti socialiste né d'une scission du PSI) et tous les partis de droite votèrent contre. Après le vote du 26 juin, le Premier ministre démissionna, ouvrant ainsi la crise.

Si ce fut là la cause occasionnelle de la crise, on doit souligner que celle-ci fut le résultat d'une série d'« accidents ». Comme Nenni l'a révélé le 3 juillet, dans son discours au Comité central de son parti, le PSI ne s'attendait pas, lorsqu'il décida l'abstention, à être suivi par le PSDI et le PRI ; ces partis décidèrent de suivre le PSI par crainte d'être débordés sur la gauche sur le terrain de l'opposition au cléricanisme. Cette position fut critiquée par Nenni comme absurde car, souligna-t-il, ces partis déclaraient en même temps n'être pas d'accord avec le PSI sur le fond de la question. Nenni a ainsi montré une fois de plus la valeur de ses références, devenues très rares, aux positions de principe ; il peut, de temps à autre, montrer son attachement aux principes par des paroles ; cependant, quand il est obligé de passer aux actes en votant, par exemple, contre quelque chose, il voudrait être sûr que son vote n'aboutira pas au résultat pour lequel il s'est prononcé en paroles.

Quelles sont les perspectives de la crise ? Après les consultations politiques usuelles du Président de la République, Moro (l'ancien Premier ministre) a été de nouveau pressenti pour former le gouvernement. Le Congrès national de la D.C., qui devait avoir lieu au début de la crise, a été ajourné.

Une mesure semblable a été prise par le PSI : une conférence nationale d'organisation a été ajournée, après avoir été convoquée « car » dans de telles circonstances, elle se serait transformée d'elle-même en congrès ».

Le PSI est maintenant divisé en trois tendances : la majorité, conduite par Nenni et De Martino (le secrétaire du Parti), qui a obtenu 52 votes à la dernière session du Comité central, les 3 et 4 juillet, est décidée à mettre au monde un autre gouvernement de « Centre gauche » et prête, pour cela, à de nouvelles capitulations. Une autre tendance est dirigée par Giolitti, ministre du Budget dans le gouvernement démissionnaire, et par Lombardi, éditeur de l'« Aventi », le quotidien du parti. Cette tendance est pour le maintien de la coalition, mais à certaines conditions. Elle a obtenu 11 votes au Comité central. La troisième tendance est celle de gauche, qui a obtenu 23 votes au Comité central. Cette tendance, bien qu'elle ne soit pas, en principe, contre l'expérience de « Centre gauche », considère qu'il s'agit d'une politique prématurée au stade actuel et se prononce, en conséquence, pour le retrait du parti du gouvernement.

Quant au Parti communiste, s'il s'oppose au gouvernement et critique le PSI pour sa participation à la coalition, il n'a jamais proposé de solution de rechange. Cela provient du fait qu'il ne s'oppose pas à la politique de coalition avec la bourgeoisie. Dans un discours prononcé le 3 juillet à un meeting public, Togliatti a exposé clairement cette idée, en déclarant : « Nous avons déjà participé à un gouvernement de coalition avec des partis bourgeois, et nous le ferons de nouveau si nous pensons que nous devons le faire ». L'absence d'une politique de rechange s'exprime également dans la déclaration faite par Togliatti le 1^{er} juillet, après qu'il eut été consulté par le Président de la République. « Le problème central dans la situation actuelle, a dit Togliatti, est de rétablir des relations de confiance entre le gouvernement et les masses travailleuses, à quelque tendance politique qu'elles appartiennent. »

6 juillet 1964.

MAURICE THOREZ Mort d'un bureaucrate et fin d'une période

Deux mois après avoir dû abandonner le secrétariat général de son parti qu'il détenait depuis 37 ans — un record — pour une présidence qu'il répugnait à accepter comme un poste honorifique, Maurice Thorez tombe, salué respectueusement par Mollet et par De Gaulle, par la gauche respectueuse et par la droite conservatrice. Il le mérite, et la bourgeoisie a raison de le pleurer. Il incarnait en effet en France, la politique stalinienne de coexistence pacifique, c'est-à-dire de collaboration de classe et de capitulation permanente devant l'ennemi. Il est caractéristique que le Parti communiste et de Gaulle s'entendent sur les mêmes termes pour célébrer sa mémoire : « patriote » et « homme de l'unité nationale ». Homme d'appareil avant tout, il avait toujours su « tourner à temps », et il savait manier la phrase gauche avec habileté, mais, depuis le tournant social-patriote de 1935 — à la suite des accords Laval-Staline — il était devenu par prédilection le dirigeant des cours droitières et c'est à leur occasion qu'il excellait : Il restera l'homme du « Il faut savoir terminer une grève » de 1936, l'homme d'« une seule armée, une seule administration, une seule police » de 1945, l'homme du vote des « pouvoirs spéciaux » à Guy Mollet

en 1956. Il fut du dernier carré international qui opposa un mur de silence à la déstalinisation et lui qui revendiquait comme un titre de gloire d'être un « bon stalinien » ne répudia finalement Staline que du bout des lèvres, tout en se mettant au premier rang de la lutte anti-chinoise. Il fallut attendre le dernier congrès pour qu'un premier souffle de rectification de la politique traditionnelle du P.C.F. se fasse sentir.

Sa mort va libérer le parti qui était devenu le sien, au sens le plus fort de ce mot : le parti de Maurice Thorez. Personne n'y a son autorité pour freiner la fièvre de rénovation qui en travaille les couches profondes. Sa mort est la fin d'une période.

Voici deux mois, nous saluons la dépouille mortelle d'Alfred Rosmer, cette grande figure du communisme naissant dont triompha le bureaucrate Thorez. Mais Rosmer tomba en sachant que sa victoire posthume approchait, comme Thorez put voir dans la fermentation de l'Union des étudiants communistes les prémices de la défaite de son œuvre, en France même. Les travailleurs de ce pays auront pu encore se méprendre en pleurant celui-ci et en ignorant celui-là ; mais les temps sont révolus, et l'aube de la vérité luit déjà. L'INTERNATIONALE.